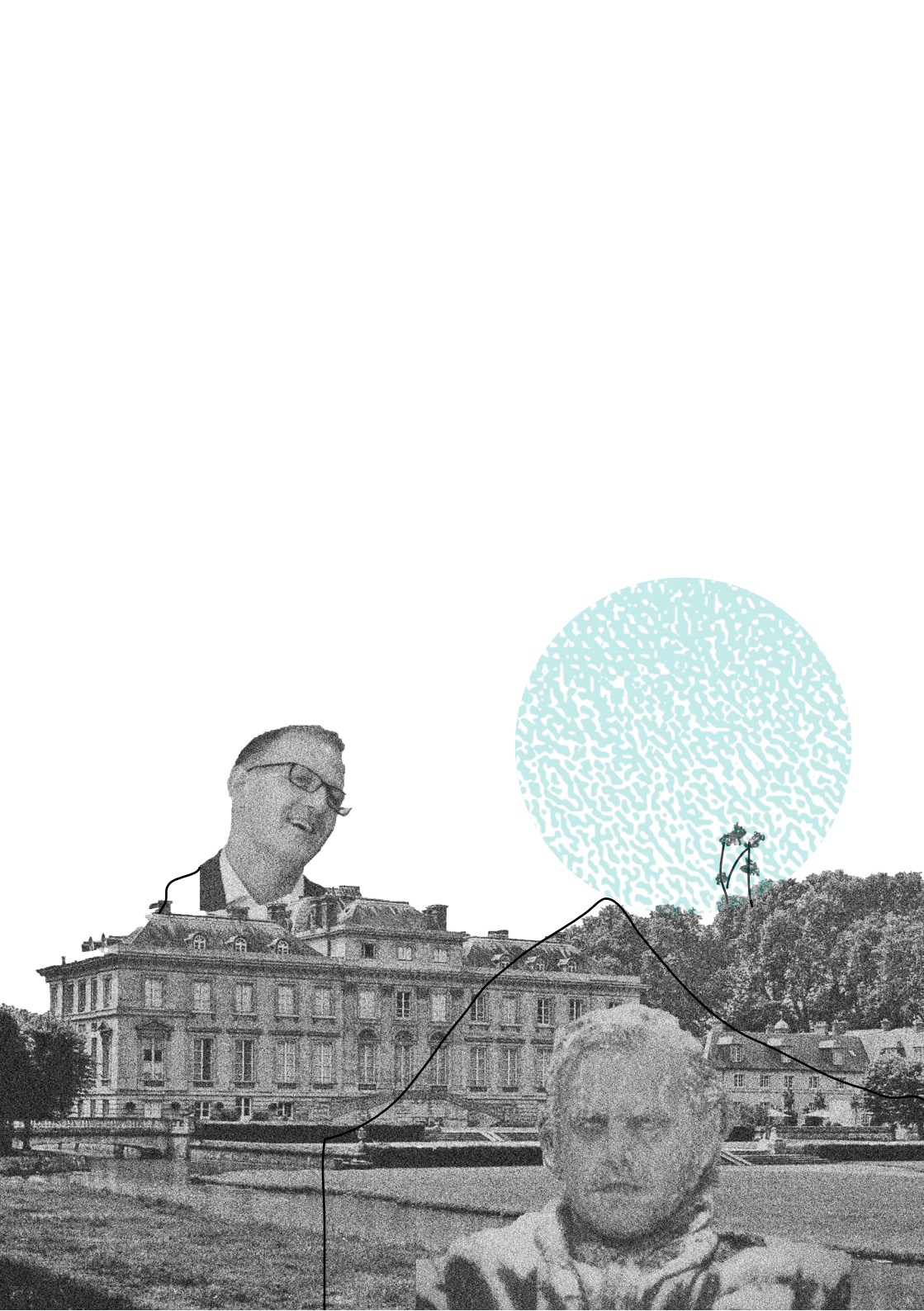


# Comment EPH de Daniel Křetínský détruit le climat, profite de la précarité énergétique et menace la démocratie





# Contenu

<b>Résumé:</b> EPH = une menace pour l'avenir de la Tchéquie, de l'Europe et du monde	<b>2</b>
Křetínský baron du charbon et son business avide du fossile	4
Dépendance au gaz et précarité énergétique: EPH y jouant un rôle central	9
Un homme de Poutine: comment les affaires de Křetínský nous détournent vers l'Est	10
Corruption systémique: arrangements douteux avec les gouvernements	12
Un double de Babiš: l'empire de la presse de Křetínský menaçant la liberté d'expression	15
Le biomassacre de Křetínský: les forêts mondiales à disparaître dans les fours d'EPH	16
Décharge et incinération des déchets: gestion non durable des ressources	18
Du baron du charbon au baron du solaire: transformation au bénéfice de la planète et la population, ou bien des corporations?	21
Qui paie? Capital fossile persistant grâce aux institutions financières	22
EPH populaire auprès des banques...	22
...les compagnies d'assurance pas encore prêtes à s'en séparer	23
EPH doit cesser ses activités	25
Politiques européennes	26
Politiques nationales	27
<b>Conclusion:</b> les entreprises comme EPH doivent tomber	<b>30</b>

# Résumé : EPH = une menace pour l'avenir de la Tchéquie, de l'Europe et du monde

Lorsque vous dites EPH, peu de gens en République tchèque ou à l'étranger savent de quoi vous parlez. « Energetický a průmyslový holding », en français « la holding énergétique et industrielle », est la plus grande entreprise nationale tchèque et exerce une influence notable dans de nombreux pays d'Europe. Son propriétaire majoritaire, Daniel Křetínský, est l'une des personnes ayant multiplié leur fortune au cours des dernières années tout en devenant l'une des personnes les plus riches de la République tchèque<sup>1</sup> et de la planète.<sup>2</sup> Les tentacules du pouvoir de Křetínský se déploient dans diverses sphères de l'économie et de la société, influençant l'industrie énergétique, l'orientation géopolitique de l'Union européenne, les médias, le sport, la gestion des déchets, et même la gestion des forêts.

Selon les données d'Ember et d'Europe Beyond Coal de janvier 2022, le conglomérat de Křetínský figure parmi les trois plus grandes entreprises charbonnières d'Europe ayant les pires plans de décarbonisation parmi les entreprises énergétiques européennes, aux côtés de l'entreprise allemande RWE et l'entreprise polonaise PGE. Alors qu'elle est déjà l'un des plus grands géants du gaz, les plans d'EPH pour le développement des infrastructures gazières sont les plus vastes jamais réalisés dans l'Union européenne<sup>3</sup> : on aurait du mal à trouver une entreprise plus menaçante pour le climat dans notre région.

EPH est l'un des principaux importateurs de gaz fossile russe, possédant l'infrastructure des gazoducs qui transportent

ce combustible polluant à travers l'Ukraine et la Slovaquie.<sup>4</sup> Elle profite directement de la dépendance de l'Europe au régime dictatorial de Poutine et contribue à l'aggravation de la situation géopolitique actuellement tendue à la suite de l'agression russe en Ukraine. Une telle démarche approfondit la crise sociale causée par les prix élevés de l'énergie et des produits alimentaires de première nécessité : EPH a plus que doublé ses revenus et est devenue la plus grande entreprise tchèque, tandis que la hausse des prix pousse de plus en plus de ménages dans la précarité énergétique.

Les autres entreprises de Křetínský influencent également le paysage médiatique européen. Celles-ci possèdent d'importants médias en République tchèque et en France, concentrant ainsi le contrôle de l'espace médiatique entre leurs mains. En conséquence, elles menacent la liberté d'expression (similairement à l'empire médiatique de l'ancien Premier ministre Andrej Babiš,) et mettent également en danger les efforts visant à instaurer une économie circulaire, en investissant dans des décharges et des incinérateurs à déchets. De surcroît, EPH abîme directement les forêts du monde entier par une gestion non durable de la biomasse : rien qu'en 2022, EPH et ses filiales ont vraisemblablement brûlé environ 4,2 millions de tonnes de bois dans leurs centrales électriques à biomasse et à charbon. Ce chiffre représente à lui seul plus de 75 % de la production de bois du pays en 2015.<sup>5</sup>

Le risque que Křetínský obtienne toujours plus de pouvoir est bel et bien présent :

en effet, tout porte à croire qu'il risque de se frayer un chemin au sein de la holding PPF, devenue orpheline après le décès récent de l'homme tchèque le plus riche, Petr Kellner.<sup>6</sup> La société permettrait au milliardaire d'accéder aux secteurs de la banque et des télécommunications, ainsi qu'à d'autres éléments clés de l'infrastructure européenne.

L'oligarque tchèque est d'ores et déjà une menace pour la démocratie à l'échelle de toute l'Europe. Il continue d'asseoir son emprise dans de nombreux domaines de la société et tente d'influencer la législation européenne et nationale en sa faveur. Son modus operandi repose sur le siphonnage des budgets publics et sur une coopération à sens unique avec les gouvernements européens. Ces affaires polluantes sont discrètement subventionnées par les contribuables de toute l'Europe, qui vont paradoxalement devoir supporter ses pénibles répercussions sociales.

Pour les raisons énoncées ci-dessus et décrites en détail ci-après, nous estimons que **la corporation EPH, ainsi que les autres sociétés détenues par Daniel Křetínský, devraient être considérées comme une menace significative pour l'avenir de la Tchéquie, de l'Europe et du monde. Ceci au vu de leurs contributions à la précarité énergétique, à l'inégalité économique, à la destruction de l'habitabilité de la planète, des conditions de survie de l'humanité ainsi que de leur menace à la démocratie tchèque et européenne.**

Ce rapport décrit le modèle d'entreprise d'EPH et d'autres entreprises de Křetínský dans toute leur complexité. À chaque chapitre, nous expliquerons en quoi le pouvoir excessif de l'oligarque nuit à la justice sociale et à l'avenir du climat mondial. Dans l'un des derniers chapitres, nous présenterons une carte des banques et des compagnies d'assurance ayant

des engagements significatifs envers cette holding polluante : nous appelons à mettre fin immédiatement à cette coalition de la finance et du capital fossile. L'auteur demandera ensuite aux gouvernements nationaux et à l'Union européenne de régler efficacement les activités nuisibles d'EPH et formulera des propositions pour y parvenir. Nous disposons de solutions, il ne manque que la volonté politique.

La croissance d'EPH et d'autres entreprises appartenant à Křetínský est l'un des exemples les plus flagrants de l'oligarchisation progressive des entreprises mondiales au cours des dernières décennies. Des particuliers comme Andrej Babiš en République tchèque, Elon Musk ou Jeff Bezos aux États-Unis, des entreprises comme EPH, Shell et Monsanto, des banques comme Morgan Stanley et des investisseurs comme BlackRock détiennent de plus en plus de pouvoir sur les politiques démocratiques, s'approprient les États et détournent les règles à leur avantage.

Aussi, dans le contexte des oligarques nationaux, il est temps de se concentrer sur la question plus générale : comment affronter le pouvoir de ces grandes corporations multinationales et de ces structures oligarchiques au niveau paneuropéen et mondial, pour rendre l'économie mondiale plus sûre pour la démocratie. Un trop grand pouvoir entre trop peu de mains est dommageable pour nous tous.



# Křetínský baron du charbon et son business avide d'énergies fossiles

**Selon toutes les données disponibles, « Holding énergétique et industriel » (EPH) de Daniel Křetínský est l'une des entreprises énergétiques les plus polluantes de toute l'Europe.<sup>7</sup> Les centrales électriques à charbon d'EPH, dont la capacité installée totale est de 12,2<sup>8</sup> gigawatts, émettent plus d'émissions de gaz à effet de serre que toute la Finlande.<sup>9</sup>**

La société de Daniel Křetínský est la plus grande entreprise énergétique d'Europe et joue, entre autres, un rôle majeur dans le transport et la combustion du gaz fossile. Depuis une dizaine d'années, son antienne est le détournement des fonds de décarbonation européens : commençant d'abord par racheter de vieilles centrales à charbon puis s'efforçant maintenant d'empêcher leur fermeture en demandant des compensations à l'État pour leur arrêt.<sup>10</sup> Les capitaux ainsi obtenus sont ensuite réinvestis dans le développement des infrastructures gazières, renforçant de ce fait notre dépendance à l'égard de la Russie. Selon certains chercheurs, EPH de Křetínský se comporte en charognard<sup>11</sup> – se nourrissant des restes d'une industrie fossile moribonde, elle retarde sa disparition<sup>12</sup> et profite des politiques de décarbonation.

Dans le classement des émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) issu des centrales à charbon, EPH occupe la troisième place parmi les entreprises énergétiques européennes. En 2021, ses centrales à charbon ont émis presque 49 mégatonnes de CO<sub>2</sub>, seulement dépassées par les sociétés polonaise PGE et allemande RWE.<sup>13</sup> EPH possède des centrales

à charbon en Tchéquie, Slovaquie, France, Italie, au Royaume-Uni et en Allemagne. Son empire allemand dans le charbon est exemplaire du détournement des politiques européennes de décarbonation.

En 2016, EPH, par l'intermédiaire de sa société Lausitz Energie (LEAG), a acquis presque gratuitement toutes les mines de charbon et les centrales électriques de l'est de l'Allemagne auprès de l'entreprise publique suédoise Vattenfall, notamment grâce à la participation de PPF Investment. La région minière de Lusace est l'une des plus grandes d'Europe<sup>14</sup> et la pression de l'opinion publique suédoise à ce sujet est l'une des raisons qui a poussé Vattenfall à s'en séparer. Au lieu d'envisager la fermeture des centrales à charbon, LEAG a poursuivi ses projets de démolition de villages et d'extension des mines, étant le cas aujourd'hui du village de Mühlrose.<sup>15</sup> En Allemagne, lors du débat sur la fin du charbon, la réponse de LEAG s'est centrée principalement sur des demandes de compensations financières. A la suite d'un fort lobbying, la société a obtenu une indemnisation de 1,75 milliard d'euros par l'État allemand : depuis l'année dernière, la Commission européenne a ouvert une enquête afin de savoir s'il s'agit d'une aide illégale de l'État violant les lois européennes.<sup>16</sup>

Par l'intermédiaire de Mitteldeutsche Braunkohlengesellschaft mbH (MIBRAG), EPH possède également des mines de charbon et des centrales électriques dans la région de Leipzig. Cette entreprise pré-

voit de mettre un terme à la production de charbon d'ici 2038, suivant le plan initial de la Commission allemande du charbon. Cependant, ce délai n'est pas compatible avec les recommandations scientifiques visant à maintenir la température de la planète en dessous de 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle,<sup>17</sup> et le nouveau gouvernement allemand a déclaré essayer de mettre fin à la production de charbon en 2030 au plus tard. Si l'entreprise allemande RWE a récemment annoncé son accord avec le gouvernement allemand pour mettre fin à ses centrales à charbon avant 2030,<sup>18</sup> il y a un risque avéré qu'EPH résiste à cette décision gouvernementale et devienne la seule entreprise à faire fonctionner des centrales à charbon d'Allemagne après ce délai, tout en réclamant d'éventuelles nouvelles compensations au gouvernement.

Une histoire similaire s'est produite en France : en 2019, une holding a acheté des centrales à charbon auprès de l'entreprise énergétique allemande Uniper, qui, comme Vattenfall, a décidé de se détacher du charbon en privilégiant la vente plutôt que la fermeture de ses centrales. Bien que la France ait officiellement mis fin au charbon en 2021, le gouvernement a décidé de redémarrer la centrale Émile Huchet (exploitée par la filiale française d'EPH) en raison de la guerre en Ukraine, de la crise énergétique, des prix élevés du gaz et de l'incertitude de l'approvisionnement en combustibles fossiles de la Russie. De la même manière, la centrale à charbon allemande de Mehrum est remise en service, sans avoir à rembourser l'indemnité pour son arrêt prématuré.<sup>19</sup> Nous nous trouvons donc dans une situation paradoxale : EPH de Křetinský, contribuant à la crise énergétique à travers ses centrales à gaz,<sup>20</sup> peut ensuite en profiter grâce à ces centrales à charbon.<sup>21</sup>

En Slovaquie, EPH est copropriétaire de Slovenské elektrárne, dont le porte-

feuille contient deux centrales à charbon à Nováky et Vojany – et ce grâce aux généreuses subventions accordées par l'État slovaque pour la combustion du charbon. L'argent des contribuables slovaques cessera probablement d'affluer dans les caisses des entreprises charbonnières de Křetinský avec la fin prévue de l'exploitation de ces centrales en 2023.<sup>22</sup>

Daniel Křetinský est ainsi l'un des plus grands barons du charbon en Europe : sa stratégie consiste à reculer la fermeture de ses centrales électriques,<sup>23</sup> à siphonner les budgets publics<sup>24</sup> et à prolonger la sortie du charbon<sup>25</sup> dans tous les pays où il opère. Il reconnaît ainsi que ce plan d'affaires, contredisant les engagements internationaux pour la protection du climat, conduira à un réchauffement de la planète de plus de 1,5°C et, par conséquent, à la souffrance et à la mise en danger de millions de vies dans le présent et dans l'avenir. Le business plan de M. Křetinský fait donc un pari inhumain, que la volonté de la communauté mondiale de stabiliser le climat à temps pour sauvegarder la planète de l'effondrement climatique ne se concrétisera tout simplement pas.

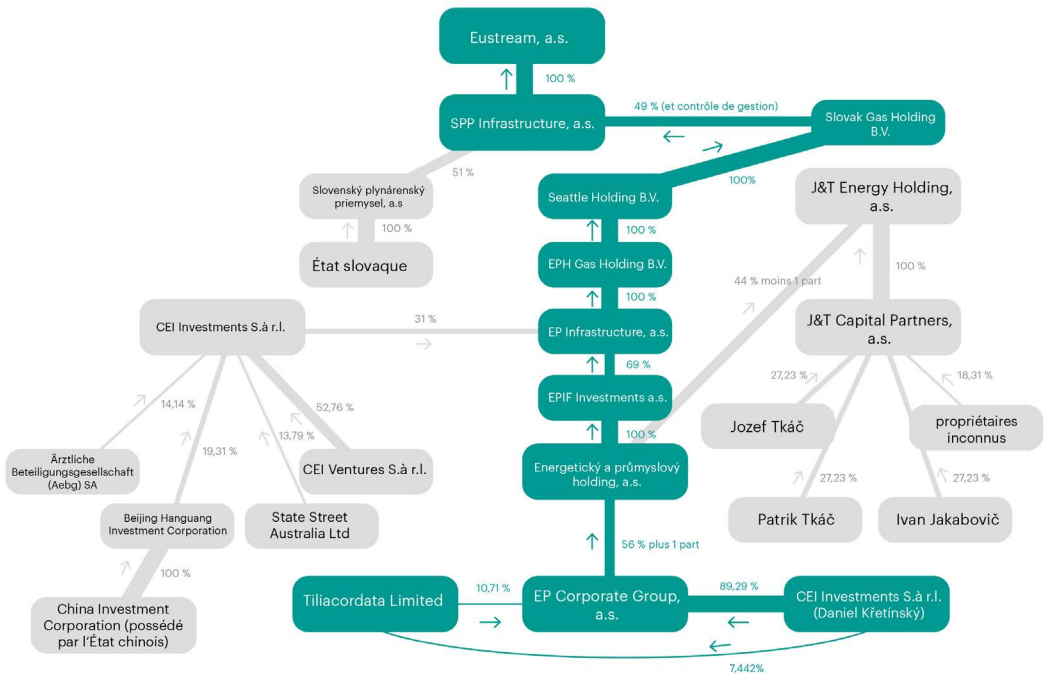






## La charte de l'énergie : le bâton dans les roues de la protection climatique

La traité sur la charte de l'énergie est une convention internationale dont l'objectif initial était d'unifier les secteurs énergétiques des blocs de l'Est et de l'Ouest après la chute de l'URSS. Plus précisément, elle fixe des règles pour le commerce de l'énergie, les investissements ou le règlement des divergences entre les États et les investisseurs – ce dernier élément, l'arbitrage privé, constitue sa plus grande faiblesse et paralyse sévèrement les efforts européens pour protéger le climat. Cette méthode avantage considérablement les entreprises privées, leur permettant de poursuivre les États pour les mesures prises en faveur du climat et les réglementations des combustibles fossiles. Un système parallèle de justice privée a émergé, échappant à l'État de droit et donnant aux entreprises un pouvoir énorme face aux gouvernements démocratiquement élus et à la population. La charte de l'énergie est aujourd'hui sujette à débat pour une soi-disant « modernisation » sans qu'aucun objectif ne soit fixé : les organisations écologiques de toute l'Europe réclament son abrogation. La France, les Pays-Bas, la Pologne et l'Espagne ont déjà annoncé abandonner la charte de l'énergie. L'Italie ne l'applique plus depuis 2016.



Graphique 1 : Structure des sociétés mères d'EUSTREAM dans les paradis fiscaux. Source : Deník Referendum

# Dépendance au gaz et précarité énergétique : EPH y jouant un rôle principal

Les activités charbonnières d'EPH seraient à elles-mêmes une menace sérieuse pour le climat mondial, et la société de Křetínský est par ailleurs un important propriétaire d'infrastructures gazières, avec en sa possession des gazoducs importés de Russie, des installations de stockage de gaz et des centrales électriques à gaz fossile.<sup>26</sup> En termes de capacité actuellement installée de centrales à gaz, EPH se situe au huitième rang des entreprises énergétiques européennes, possédant des infrastructures en Italie, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Irlande, en Slovaquie et en République tchèque.

Avec ses 7,6 GW<sup>27</sup> de capacité installée, elle n'est pas encore parmi les plus grands producteurs européens de gaz carbonique, mais elle domine en termes d'investissement. Alors que d'autres entreprises du secteur de l'énergie cherchent à se décarboniser et à développer des énergies renouvelables, EPH a le plus grand projet d'implantation de centrales électriques à gaz fossile de toutes les entreprises européennes de l'énergie : souhaitait construire de nouvelles centrales d'une capacité de presque 6 GW pour 2035.<sup>28</sup> Un rapport décrivant les plans de développement des infrastructures gazières pour ses filiales européennes a été rédigé avant même le déclenchement de la guerre en Ukraine, pourtant EPH n'a pas encore annoncé de changements majeurs dans ses projets.

Un exemple emblématique pourrait être la centrale électrique italienne au gaz d'Ostiglia : en mars 2022, après l'attaque

de la Russie contre l'Ukraine, EPH a annoncé une augmentation de la capacité de la centrale de 800 MW additionnels. La population locale ainsi que les organisations écologiques italiennes protestent contre l'expansion de la centrale.<sup>29</sup> Par ailleurs, la holding tente de convertir la centrale à charbon britannique d'Eggborough en une centrale à gaz, et elle possède des plans similaires pour la centrale allemande au charbon de Mehrum déjà mentionnée. EPH souhaite également bâtir de nouvelles centrales électriques au gaz à Kilroot, en Irlande du Nord, et à Tavazzano, en Italie.<sup>30</sup>

Du fait des prix élevés du gaz et des efforts de l'Union européenne pour se détacher de sa dépendance au gaz russe, EPH pourrait ne pas être en mesure de réaliser certains de ces projets. Toutefois, comme le montrent les exemples ci-dessus, EPH est actuellement la principale source des efforts pour passer du charbon au gaz, ce qui pourrait nous enfermer dans une dépendance à ce combustible fossile polluant pendant de nombreuses années.<sup>31</sup> La poursuite du développement de toute infrastructure de combustible fossile est pourtant inabordable, selon la recherche scientifique, si nous voulons maintenir le réchauffement de la planète à un niveau supportable.<sup>32</sup>

EPH est l'une des entreprises qui, en raison de l'exploitation de centrales à gaz, à sa part de responsabilité dans la crise énergétique actuelle liée aux prix élevés de l'électricité et du chauffage. La cause principale du coût élevé de l'énergie est la hausse constante du prix du gaz,

notamment en réaction à la guerre en Ukraine.<sup>33</sup> Ainsi, l'Europe récolte les conséquences, longtemps négligées, de la dépendance au gaz russe dont l'entreprise de Křetínský a profité pendant des années. De plus, cette crise lui rapporte d'immenses profits : entre 2020 et 2021, l'entreprise a plus que doublé ses bénéfices, qui sont passés de 211 à 470 milliards de couronnes, et au cours du premier

semestre 2022, elle a gagné 371 milliards de couronnes, soit soixante pour cent de plus qu'au cours de la même période de l'année précédente.<sup>34</sup> Au cours de l'été dernier, elle est devenue la plus grande entreprise du pays.<sup>35</sup> **La précarité énergétique et l'inflation, qui touchent la majorité de la population européenne, sont un potentiel énorme de gains financiers pour Daniel Křetínský.**

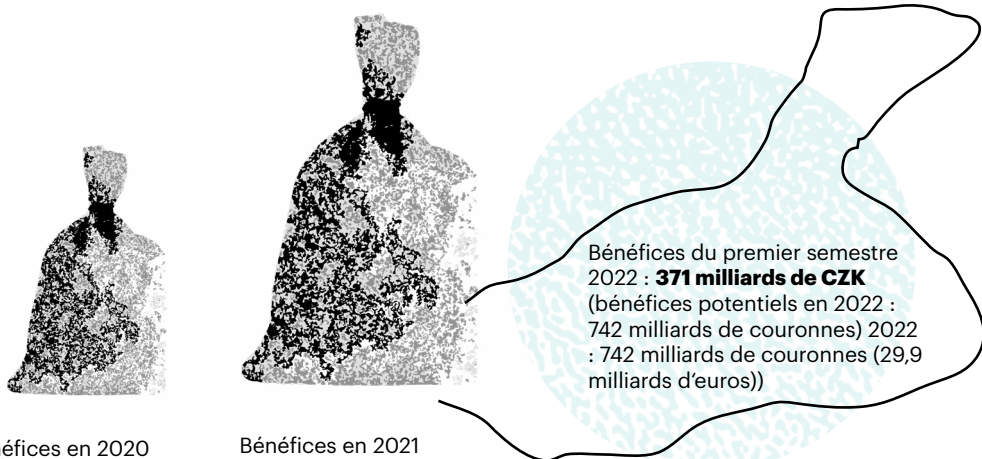


Fig. 1 : comparatif des revenus de 2020, 2021 et du premier semestre 2022

## Un homme de Poutine : comment les affaires de Křetínský nous détournent vers l'Est

La corporation énergétique EPH joue également un rôle important au niveau géopolitique, notamment par ses activités qui nous orientent vers l'Est, renforçant ainsi notre dépendance aux importations de gaz en provenance de Russie. Comme le décrivent Daniel Kotecký, Gaby Kha-

zalová et Lucie Čejková dans leur article paru dans Deník Referendum, le gaz russe est « la poule aux oeufs d'or des entreprises de Křetínský depuis des années » - et c'est en grande partie de celui-ci que proviennent les financements pour d'autres investissements d'Europe de l'Ouest.<sup>36</sup>



L'une des filiales les plus rentables d'EPH, la société slovaque EUSTREAM, qui exploite des gazoducs transportant du gaz vers l'Europe, perdrait des milliards en cas d'interruption de l'approvisionnement en gaz russe.

EUSTREAM est le plus gros importateur de gaz russe en Europe. Cette entreprise a joué un rôle clé dans la construction de l'empire énergétique de Křetínský.<sup>37</sup> Pour assurer ses affaires, EPH se doit de chercher des partenariats stratégiques entre les pays européens et la société russe Gazprom, avec laquelle les pays européens concluent des contrats à long terme pour l'approvisionnement en gaz.<sup>38</sup> **Si quelqu'un profite de la dépendance de l'Europe depuis des années vis-à-vis des importations de gaz russe et aurait des raisons pour s'opposer aux projets de sortie des combustibles fossiles, c'est bien EPH de Křetínský. Cette entreprise est à l'origine du fait que presque un an après l'agression de Poutine contre**

**l'Ukraine, nous continuons de transmettre quotidiennement des milliards d'euros au dictateur russe.**

De même, l'entreprise de Křetínský a des liens avec la Chine, qui cherche à exercer une influence économique en Europe. Plus précisément, le fonds souverain chinois China Investment Corporation détient une part de près de 20% dans le consortium d'investissement CEI Investments, elle est ainsi le copropriétaire de l'entreprise EP Infrastructure.<sup>39</sup> Depuis 2020, EPH emprunte régulièrement auprès de la Banque de Chine, avec la plupart des transactions s'effectuant en coopération avec de grandes banques occidentales.<sup>40</sup> EPH de Křetínský a eu un rôle d'institution reliant les secteurs financiers occidentaux et chinois. Ce positionnement en tant que « pont entre l'Occident et l'Orient » peut être menaçant pour l'Europe au regard de sa situation géopolitique tendue.

## **Corruption systémique : arrangements douteux avec les gouvernements**

Le modèle commercial d'EPH fonctionne principalement grâce à des relations privilégiées avec les gouvernements nationaux. Certaines des méthodes de Křetínský peuvent être considérées comme des formes potentielles de corruption utilisées afin d'obtenir des avantages pour son entreprise. En République tchèque, ce mode de gestion peut s'illustrer avec les arrangements avec l'ancien Premier ministre Mirek Topolánek. Il a été Premier ministre de 2006 à 2009, lorsque EPH a été fondée et a lancé ses activités en coo-

pération avec l'entreprise semi-publique ČEZ. Cette société énergétique tchèque ČEZ a aidé EPH, l'entreprise fraîchement créée à l'époque, à acquérir MIBRAG,<sup>41</sup> une société d'extraction et de combustion du charbon près de Leipzig, en Allemagne. EPH a également acheté à ČEZ la centrale électrique très rentable d'Opatovice. Selon des informations publiées par le journal Aktuálně à cette époque, ČEZ aurait gagné 76 millions d'euros pour la totalité de la transaction (presque deux milliards de couronnes).<sup>42</sup>

Daniel Křetínský a obtenu ses premières actifs dans le secteur de l'énergie grâce à un arrangement lucratif avec une entreprise semi-étatique, sur laquelle la partie politique ODS dirigé par Mirek Topolánek avait une influence significative à l'époque. Rien d'étonnant donc à ce que Topolánek ait commencé à travailler pour des entreprises appartenant à la holding EPH après avoir quitté la vie politique. Il a été plusieurs fois président du conseil de surveillance de la centrale d'Opatovice, et est aujourd'hui membre de la direction d'EUSTREAM<sup>43</sup> et président du conseil d'administration de la société Teplárenský sdružení.<sup>44</sup> Voici un exemple précis d'un comportement connu sous le nom de « la porte tambour » (revolving door) : les hommes politiques passent de la sphère publique à celle de privée, en défendant dans les deux cas les intérêts de l'acteur privé spécifique. Des organisations telles que Transparency International<sup>45</sup> ou Corporate Europe Observatory<sup>46</sup> considèrent ce type de pratique comme de la corruption.

L'exemple le plus frappant d'arrangement contestable d'EPH avec le secteur public se situe en Slovaquie avec l'acquisition d'EUSTREAM. L'entreprise la plus rémunératrice de l'actif de Křetínský détient un quasi-monopole sur le transport du gaz russe à travers la Slovaquie. En 2013, EPH a réussi à conclure un accord lucratif avec le gouvernement du Premier ministre slovaque de l'époque, Robert Fico : EPH a acquis une participation minoritaire dans l'entreprise majoritairement publique Slovenský plynárenský priemysel – SPP (« Industrie gazière slovaque »), ainsi qu'un contrôle managérial<sup>47</sup> sur de toutes les entreprises de cette société. Par la suite, l'État slovaque a racheté la partie commerciale de la société d'EPH afin de garder le contrôle sur les ventes de gaz – cette partie des activités n'étant pas rentable selon les médias slovaques de l'époque. Autrement dit, EPH a pu ac-

céder à une source financière stable en Slovaquie pour un montant très réduit.<sup>48</sup> Les désavantages de cette procédure pour la Slovaquie ont suscité des questions – qu'en ont retiré ceux qui l'ont rendue possible ?

Les activités d'EPH et d'autres sociétés affiliées semblent indiquer que Daniel Křetínský tire davantage des ressources publiques qu'il ne contribue en retour à la société. EP Investment, créée pour contrôler les participations d'EPH dans d'autres sociétés, était basée à Chypre jusqu'en 2015, pour ensuite se relocaliser au Luxembourg.<sup>49</sup> La raison en est probablement la faible charge fiscale. Le nom de Daniel Křetínský est également apparu dans l'affaire d'évasion fiscale des Panama Papers, plus précisément avec sa société Wonderful Yacht Holdings basée dans les îles Vierges britanniques.<sup>50</sup> En novembre 2022, il a provoqué débat dans le grand public tchèque avec sa décision de déplacement de sa compagnie EP Commodities de la Tchéquie pour échapper à l'impôt sur les bénéficiaires exceptionnels vis-à-vis de la guerre (windfall tax).<sup>51</sup> Dès lors, il n'est guère étonnant que Křetínský puisse investir avec les impôts non payés, par exemple, dans l'achat du château du Marais, près de Paris.<sup>52</sup>

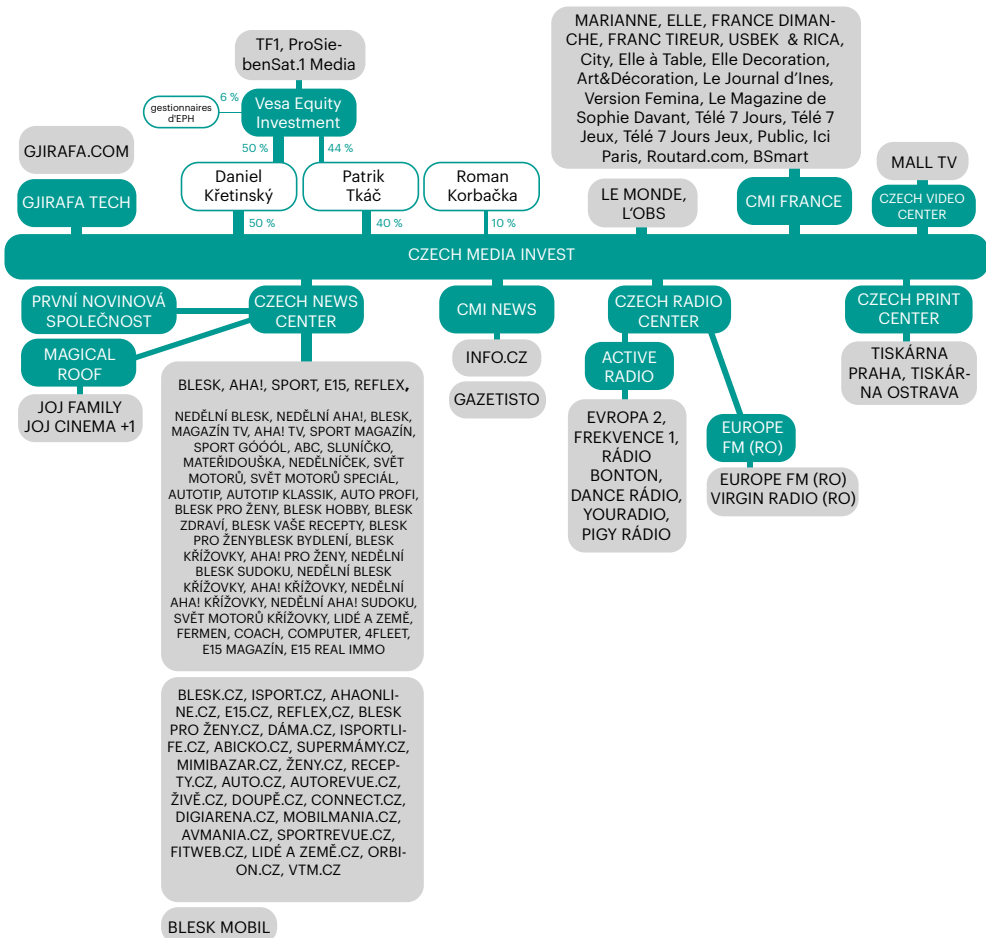


Fig. 2 : Structure des médias sous l'influence de Daniel Křetinský.



# Un double de Babiš : L'empire de la presse de Křetínský menaçant la liberté d'expression

Après plusieurs années, la République tchèque s'est vue réapparaître dans le top 20 du prestigieux classement de la liberté de la presse, rédigé par Reporters sans frontières pour évaluer le niveau de la liberté d'expression dans la vaste majorité des pays du monde.<sup>53</sup> En 2022, elle s'est classée au 20ème rang, après avoir été aux abords de la 40ème place au cours des cinq années précédentes. Les auteurs associent ce déclin de l'indice après 2015 aux assauts contre les médias publics, à l'oligarchisation des médias en cours et à l'achat des principaux journaux par les entreprises. L'exemple le plus flagrant de cette oligarchisation des médias est celui d'Andrej Babiš, l'ancien premier ministre possédant l'une des plus grandes maisons d'édition nationales, MAFRA, ainsi que les magazines de style de vie les plus lus, sous le label Bauer Media.

Les rédacteurs de l'indice attribuent ce progrès en 2022 à la perte d'Andrej Babiš aux élections législatives, de même qu'à la diminution de son influence sur la politique et à la baisse des attaques contre les médias publics. Cependant, ils indiquent que la concentration des médias entre les mains des riches est le problème le plus crucial pour la liberté d'expression en Tchéquie.<sup>54</sup> Or, le personnage public d'Andrej Babiš éclipe souvent le propriétaire d'EPH, qui possède et co-détient des médias réputés non seulement en Tchéquie, tout comme en France : il est donc indispensable de commencer à discuter de l'influence de Křetínský sur le débat relatif à la protection du climat et à d'autres questions liées à ses affaires.

En République tchèque, les médias de Křetínský englobent la maison d'édition Czech News Center (CNC), le quotidien national le plus lu Blesk, le tabloïd AHA!, le quotidien économique E15, l'hebdomadaire journalistique Reflex, la radio Evropa 2 et le quotidien Internet Info.cz.<sup>55</sup> L'hebdomadaire Reflex et le quotidien Info.cz sont particulièrement connus pour leurs nombreuses offensives contre les efforts de l'Union européenne à instaurer des politiques de protection du climat ou même directement contre les organisations environnementales. Les rédacteurs à la tête des deux journaux insultent régulièrement les défenseurs du climat et l'Union européenne<sup>56</sup> pour leurs efforts de protection du climat sur leurs réseaux sociaux (en particulier sur Twitter). Michal Půr, le rédacteur en chef d'Info.cz, désigne souvent les organisations environnementales et l'Union européenne de « talibans verts »,<sup>57</sup> tandis que Marek Stoniš, directeur de Reflex, qualifie les défenseurs du climat « d'éco-terroristes ».<sup>58</sup>

D'ailleurs, il n'est pas surprenant de constater qu'Info.cz ait sa propre émission l'ancien Premier ministre Mirek Topolánek, dont les liens avec Křetínský ont été discutés au chapitre précédent. Lui aussi dénigre fréquemment les personnes engagés dans la défense du climat sur son canal Twitter et met en doute les faits scientifiques de l'influence de l'Anthropocène sur le changement climatique.<sup>59</sup>

La situation est légèrement différente en France où Daniel Křetínský est propriétaire minoritaire de l'un des quotidiens les plus renommés du pays, Le Monde,

et propriétaire majoritaire du magazine Marianne. Křetínský a récemment racheté le magazine Usbek & Rica, la chaîne Internet B Smart, et entretient de bonnes relations avec le quotidien Libération, auquel il a prêté, fin septembre, près de quinze millions d'euros (environ 340 millions de couronnes). Bien qu'il ne soit pas actionnaire de Libération, il est possible pour lui d'exercer une influence en tant que créancier.<sup>60</sup>

Dans les milieux journalistiques français, plus critique en ce qui concerne la propriété des médias.<sup>61</sup> Křetínský est accusé d'abus des médias pour promouvoir ses intérêts dans le secteur de l'énergie.<sup>62</sup> Le plus grand scandale a été provoqué par les déclarations des rédacteurs en chef du magazine Marianne selon lesquels il aurait directement influencé la première page de couverture juste avant l'élection présidentielle française en faveur d'Emmanuel Macron.<sup>63</sup> Un scandale à la suite duquel Křetínský a marqué de fortes contestations, niant être en conflit d'intérêts sur ses projets énergétiques lors de l'achat de médias français. Il a ultérieurement été révélé qu'avant l'élection

présidentielle de 2017, il avait contacté plusieurs politiciens pour discuter de sujets relatifs à un investissement dans l'entreprise française EDF.<sup>64</sup>

Les activités médiatiques de Daniel Křetínský en République tchèque et en France reflètent des tentatives d'infléchir le débat public en sa faveur. Accroître l'influence sur la forme du débat public dans les pays clés est l'une des conditions préalables à la réussite du modèle d'entreprise d'EPH.

**L'empire médiatique de Křetínský tente à la fois de ralentir la politique climatique et de promouvoir ses intérêts. Ces actions sont à replacer dans le contexte plus large de l'histoire des influences de l'industrie fossile dans le débat de la crise climatique,<sup>65</sup> qui depuis 1980, s'est constamment investi dans un agenda de déni du réchauffement climatique, diffusant des informations erronées sur le climat et freinant la prise de mesures nécessaires.** Dans le débat tchèque sur le climat, cette déformation systématique du discours par l'un des Tchèques les plus riches, dont les intérêts sont en conflit direct avec la préservation du climat,<sup>66</sup> reste encore quasiment ignorée.

## **Le biomassacre de Křetínský : les forêts mondiales à disparaître dans les fours d'EPH**

Une part minoritaire de l'activité d'EPH comprend également de centrales biomasse. La biomasse est théoriquement une ressource renouvelable, et la combustion peut avoir des effets bénéfiques sur l'environnement si l'approvisionnement en biomasse se fait de manière soutenable, en laissant les ressources se renouveler. Cependant, les émissions carboniques totales provenant de la biomasse dépassent

souvent celles du charbon, car la combustion d'arbres sains émet des émissions tout en participant à la destruction des forêts pouvant absorber ces émissions.<sup>67</sup>

Un exemple de cette pratique est le grand marché industriel de la biomasse. Il commet littéralement un « biomassacre » sur les forêts mondiales, par la défo-



restation à grande échelle pour la récolte de bois à usage énergétique, comme il a été qualifié par une campagne réussie (du même nom) par des écologistes slovaques. Les subventions à la biomasse mal établies en Slovaquie ont conduit au déboisement massif de forêts rares dans l'est du pays au profit de la production d'électricité et de chaleur, suscitant inévitablement la résistance des organisations environnementales.<sup>68</sup> Les quantités les plus grandes de biomasse ont été brûlées dans la centrale de Vojany mentionnée ci-dessus (qui n'appartenait pas à EPH à l'époque).<sup>69</sup>

Au vu des recherches menées par le Corporate Europe Observatory et Global Health Advocates, la réglementation actuelle de l'Union européenne en matière de subventions encourage la déforestation en

Europe et dans le monde entier.<sup>70</sup> Une enquête du New York Times a relevé que la mauvaise attribution de subventions en faveur de la combustion de biomasse a eu pour impact des coupes massives d'arbres, par exemple dans les forêts protégées de Roumanie.<sup>71</sup>

EPH de Křetínský profite de ces défaillances de la réglementation européenne et favorise une exploitation non durable de la biomasse. La centrale britannique de Lynemouth (détenue par EPH depuis 2016) en est un exemple : une usine à charbon convertie à la biomasse brûle des granulés de bois de l'entreprise américaine Enviva, qui participe à une vaste opération de déboisement d'arbres sains en Caroline du Nord et en Géorgie.<sup>72</sup> EPH touche des subventions du gouvernement du Royaume-Uni pour sa centrale

de Lynemouth, totalisant 195 millions de livres sterling en 2020.

Dans certaines de ses centrales, Křetínský privilégie l'incinération du bois de forêts saines au bois excédentaire, contribuant ainsi à aggraver la crise climatique. Le biomassacre des forêts du monde est prévu dans d'autres pays : allant de la centrale italienne de Fiume Santo, aux centrales de chauffage tchèque de Komořany et électrique d'Opatovice.

Les résultats d'une étude réalisée par l'organisation de protection de la nature FERN (traduite et publiée en tchèque par notre plateforme Re-set<sup>73</sup>) s'intéressent

à cette question cruciale. **La combustion de biomasse aide EPH à dissimuler les émissions de CO2 par une comptabilité carbone créative.** L'Union européenne classe la biomasse comme une ressource neutre en carbone, qui n'est donc pas prise en compte dans le système d'échange de quotas d'émission. Le rapport de l'étude estime qu'EPH brûlera plus de quatre millions de tonnes de bois cette année, ce qui augmenterait de six millions de tonnes la quantité de CO2 émise. EPH a déclaré avoir émis 21 millions de tonnes en 2021. **Par la combustion de biomasse, EPH couvre un quart de ses émissions déclarées.**

## Décharge et incinération des déchets : gestion non durable des ressources

Les affaires polluantes des entreprises de Daniel Křetínský masquent parfois ses activités complémentaires dans le secteur des déchets : en tant que l'un des principaux actionnaires d'AVE CZ, la plus grande entreprise tchèque de gestion des déchets, dont il détient près de trente pour cent des actions. La plupart des autres actions sont gérées par une structure d'entreprise opaque basée dans le paradis fiscal de Chypre, auquel elle est attachée.<sup>74</sup>

AVE CZ est l'une des plus grandes sociétés tchèques de décharges, possédant huit grandes décharges en majorité dans la région de la Bohême centrale.<sup>75</sup> La mise en décharge représente le moyen le plus polluant d'éliminer les déchets ainsi que la moins chère et la plus rentable. La Tchéquie est l'un des pires pays de l'Union européenne à cet égard, avec près de la moitié de tous ses déchets finissant dans

des décharges. La Commission européenne a fixé des objectifs clairs sur la gestion des déchets : d'ici 2025, au moins 55 % des déchets municipaux devront être recyclés, 5% de plus d'ici 2030, jusqu'à 65% d'ici 2035 où pas plus de 10 % de l'ensemble des déchets pourront finir en décharge.<sup>76</sup> Ces exigences sont encore loin d'être atteintes.

Křetínský envisage égale L'Union européenne a établi une stratégie concernant la gestion des déchets, en imposant des frais significatifs pour la mise en décharge. Les preuves montrent cependant qu'AVE CZ a probablement évité ces règles pendant longtemps et n'a pas payé les redevances sciemment. Depuis le mois d'août de cette année, la société est poursuivie par la police – d'après les détectives, AVE CZ a systématiquement fraudé les villes tchèques et l'État de 3,7 milliards de couronnes tchèques au fil des années.<sup>77</sup> Pour



Manifestation d'étudiant.e.s devant la faculté de droit à Brno, qui est financée par EPH.

tant, les redevances constituent l'un des principaux outils de réduction de la mise en décharge en Europe et de transition vers une économie circulaire.

Le recyclage en Tchéquie échoue principalement du fait de l'influence des grandes entreprises, le rôle clé étant joué par AVE CZ, reliée à Daniel Křetínský. Sous le gouvernement d'Andrej Babiš, une loi a été adoptée pour empêcher les villes, les municipalités et les autorités de l'État de se faire rembourser les frais, contribuant ainsi à légaliser la pratique précédemment illicite de l'AVE CZ. Vingt sénateurs se sont opposés à la loi et ont contesté les articles en question devant la Cour constitutionnelle, qui n'a pas encore statué sur la matière.<sup>78</sup>

Les pratiques douteuses dans le secteur de la décharge ne sont pas le seul cas lié à Daniel Křetínský dans le commerce des déchets. La deuxième pire option de gestion des déchets est l'incinération figurant également dans l'actif d'AVE CZ : la société détient un incinérateur à Kralupy nad Vltavou et essaye de construire depuis plus de dix ans un incinérateur de déchets dangereux près de Pardubice à Rybitví, en dépit de la ferme opposition du peuple local, des municipalités avoisinantes et de la ville régionale.<sup>79</sup> Par le passé, AVE CZ n'a pas obtenu les autorisations

nécessaires, mais elle tente de relancer le projet avec un nouveau plan depuis février dernier.<sup>80</sup>

Křetínský envisage également de construire des incinérateurs à l'étranger, spécifiquement aux alentours de la centrale électrique allemande au lignite de Jänschwalde et de la centrale électrique de South Humber Bank au Royaume-Uni.<sup>81</sup> Les actions d'AVE CZ ne font que mieux illustrer le mécanisme des activités de Křetínský.

### **Křetínský et le soutien à la Faculté de droit de l'Université Masaryk**

Les affaires de Daniel Křetínský, outre sa coopération unilatéralement bénéfique avec les pays, reposent sur ses rapports aux milieux universitaires. EPH sponsorise la faculté de droit de l'université Masaryk à Brno, où Křetínský a poursuivi ses études. Il ne s'agit pas seulement de dons financiers, des employés d'EPH enseignent régulièrement à la faculté et des étudiants y effectuent souvent leurs stages en entreprise. Bien que certains étudiants et employés se soient opposés à cette coopération, elle a été reconduite pour une quatrième année. Daniel Křetínský peut ainsi développer une base pour une potentielle future équipe juridique tout en tirant parti de la formation universitaire.

# Du baron du charbon au baron du solaire : transformation au bénéfice de la planète et la population, ou bien des corporations ?

Comme la plupart des entreprises du secteur des combustibles fossiles, EPH applique un éco-blanchiment en se présentant comme partenaire dans la transition vers une énergie non carbonée et faisant partie de la solution à la crise climatique. En août 2021, la holding a déclaré qu'elle mettrait fin à la combustion du charbon. Il y a en réalité un problème majeur derrière cette affirmation – à l'exception de l'Allemagne, où se trouvent la plupart de ses actifs charbonniers, elle prévoit de brûler du charbon jusqu'en 2038, ce qui est en contradiction flagrante avec les objectifs européens et mondiaux en termes de protection du climat.<sup>82</sup>

Suite à cela, EPH a annoncé cette année son objectif vague d'être « neutre en carbone en 2050 ». <sup>83</sup> Parallèlement aux projets d'investissement dans les infrastructures polluantes, il a également annoncé investir dans les énergies renouvelables. Sa filiale la plus ambitieuse est LEAG avec l'objectif de construire jusqu'à 7 GW en capacité à Lusace, en Allemagne. <sup>84</sup> Comment comprendre les intentions derrière ces investissements dans l'énergie propre? Sous couvert de rhétorique « verte », il faut y voir des stratégies rappelant celles des charognards du règne animal.

EPH investit dans les énergies renouvelables afin de profiter de l'argent public et de s'assurer le contrôle du marché futur. Pour autant, il ne reconvertit pas ses activités liées aux combustibles fossiles, mais

prévoit au contraire de les développer : c'est ce qui explique que ses plans de décarbonisation soient considérés comme les pires parmi les grandes entreprises européennes de l'énergie.<sup>85</sup> Les investissements de « greenwashing » servent avant tout de couverture idéologique à la nature réelle de la stratégie : retarder la décarbonisation et empêcher la mise en péril des activités les plus importantes (et les plus destructrices pour la planète) de l'entièreté de la holding.

Retarder le départ des ressources fossiles tout en tirant profit des nouvelles ressources est une stratégie typique pour les grandes entreprises fossiles au cours de la transition énergétique actuelle, comme c'est le cas pour Shell.<sup>86</sup> Ce comportement problématique ressort également dans la décarbonisation trop lente par rapport aux objectifs climatiques internationaux, qui entraînerait la perte de milliers de milliards de dollars pour la coalition des entreprises fossiles et des banques internationales.<sup>87</sup> Grâce à ces tactiques, les acteurs du pouvoir maintiennent leur contrôle significatif et leur position au détriment de toute la société et de la nature.

Avec les investissements dans les énergies renouvelables sous le contrôle du capital fossile, les barons du charbon se transforment en barons de l'énergie solaire, mais la structure inégale d'un marché, dominé par un oligopole de quelques acteurs privés cherchant à maximiser leurs

profits, demeure. En dépit de l'accès des ménages, des municipalités ou des régions aux nouvelles technologies et de leur potentiel de décentralisation et de démocratisation du secteur de l'énergie, ils subissent encore la domination des géants de l'extraction, renforçant ainsi leur indépendance énergétique.<sup>88</sup>

Un modèle de décarbonisation reposant sur des subventions aux grands acteurs extractifs, dont le profit est le principal motif de fonctionnement, échoue en tant que tel : Il n'est pas capable de garantir des taux d'investissement suffisants dans les énergies propres, sans parler de l'infrastructure du réseau de transport et du stockage requis pour une transition jus-

te.<sup>89</sup> Les ressources renouvelables entre les mains de plus petits acteurs, ménages, municipalités, petites et moyennes entreprises, sont incapables de concurrencer efficacement les oligopoles fossiles, qui ont la capacité d'influencer l'État et les appareils bureaucratiques pour maintenir leur contrôle sur le système.<sup>90</sup>

Pour qu'une telle situation change, le système énergétique doit être libéré du contrôle des acteurs extractifs et un contrôle public sur l'énergie en tant que secteur stratégique rétabli : que ce soit par sa démocratisation et sa décentralisation vers les ménages, les communautés et les municipalités, ou par le transfert de l'infrastructure énergétique dans la propriété de l'État.<sup>91</sup>

## Qui paie? Capital fossile persistant grâce aux institutions financières

Malgré les problèmes inhérents aux entreprises de Křetínský susmentionnés, de nombreuses institutions financières ne renoncent pas à coopérer avec elles, y compris les grandes institutions bancaires européennes ainsi que les banques de l'Est. En comparaison avec des entreprises telles que Sev.en Energy ou ČEZ, EPH n'a eu jusqu'à lors aucun problème pour trouver des assurances pour ses actifs polluants.<sup>92</sup> **Afin d'éviter les pires impacts de la crise climatique, il est nécessaire que les institutions financières cessent de soutenir les centrales à charbon d'EPH et refusent de participer aux plans prévus des infrastructures gazières, à l'incinération des déchets, à la gestion non durable de la biomasse et aux autres activités non-éthiques des entreprises de Křetínský.**

### EPH populaire auprès des banques...

EPH parvient à prospérer grâce à ses collaborations avantageuses avec les institutions financières. Les banques ne considèrent pas l'activité de Daniel Křetínský comme une menace pour le climat et n'hésitent donc pas à lui prêter des montants significatifs. Un exemple emblématique de ces collaborations entre les banques et EPH est le prêt de janvier 2020, lorsqu'un consortium de banques a accordé un crédit d'exploitation allant jusqu'à 800 millions d'euros (environ 19,5 milliards de couronnes tchèques) à EP Infrastructure, faisant partie de la holding.

Selon Bank Track, outre la Banque de Chine déjà citée (90 millions d'euros), des banques tchèques ont également



pris part à des transactions : UniCredit Bank tenant le rôle le plus important (75 millions d'euros), Komerční banka appartenant à la Société Générale (65 millions d'euros), ČSOB de la banque belge KBC (55 millions d'euros) ou Česká spořitelna faisant partie d'Erste Group (16 millions d'euros). Le prêt a été appuyé par des banques slovaques, Slovenská spořitelna d'Erste Group (49 millions d'EUR), Tatra banka appartenant à Raiffeisenbank (17 millions d'EUR), et d'autres banques occidentales du groupe, telles que HSBC, Commerzbank et ING.<sup>93</sup>

La situation s'est reproduite un an plus tard, en avril 2021, lorsqu'un consortium de banques a accordé à EPH un prêt de fonctionnement encore plus généreux, d'une valeur d'un milliard d'euros (environ 26 milliards de couronnes tchèques). Un rôle déterminant qui a été joué par UniCredit Bank et Komerční banka<sup>94</sup> dans une discussion en ligne avec le compte Twitter officiel,<sup>95</sup> l'institution a justifié la transaction en soulignant le fait qu'EPH ne soit pas une entreprise charbonnière selon les engagements du groupe SG; en d'autres termes, l'argent ne finirait pas dans l'industrie du charbon. Or, une analyse de l'Anthropocene Fixed Income Institute révèle exactement le contraire : l'argent de ce prêt d'avril a abouti précisément dans le secteur du charbon, et le montant total a contribué, entre autres, au développement de l'infrastructure gazière exploitée par les entreprises de l'EPH.<sup>96</sup>

Les données de BankTrack montrent qu'EPH coopère avec la Société Générale (Komerční banka), Erste Group (Česká spořitelna) et UniCredit Bank depuis longtemps et que leur soutien est constant.<sup>97</sup> Parmi les banques tchèques, J&T BANKA a également soutenu les affaires d'EPH, à une moindre échelle, en aidant la société à souscrire des obligations pour plus d'un milliard de couronnes tchèques.<sup>98</sup>

Bien qu'EPH soit l'une des plus grandes entreprises de charbon d'Europe, disposant des plus grands projets de développement d'infrastructures gazières sur le continent, elle bénéficie du soutien de banques appelant à la protection du climat – avec des engagements « respectés » concernant le soutien à l'industrie fossile. Par ailleurs, les activités de la holding relient les capitaux de l'Ouest et de l'Est, en participant à l'implantation des institutions bancaires de la Chine autoritaire sur le marché européen.

### ...les compagnies d'assurance pas encore prêtes à s'en séparer

Le lien entre les compagnies d'assurance et les EPH n'est pas aussi clair que dans le cas des banques dont les transactions sont bien répertoriées. Jusqu'en 2017, EP Energy, l'une des filiales d'EPH, divulguait systématiquement ses principaux assureurs dans ses rapports annuels : Generali et Allianz. Étrangement, aucune information similaire n'est retrouvée dans d'autres rapports annuels.<sup>99</sup> En 2020, Elisabeth Stadler, PDG du groupe Vienna Insurance Group (Kooperativa et ČPP en Tchéquie), a déclaré au média tchèque Euro.cz qu'EPH est client de cette compagnie d'assurance.<sup>100</sup> Au moins trois compagnies d'assurance multinationales, opérant dans les pays où EPH est très active, ont donc assuré les activités Křetínský dans un passé récent.

Nous avons contacté à plusieurs reprises (la dernière fois au printemps 2022) les trois compagnies d'assurance mentionnées ci-dessus, leur demandant s'ils assurent EPH ou ses sociétés affiliées. Seul Allianz a répondu que les projets figuraient dans son portefeuille local – la compagnie allemande n'assurant pas les projets d'EPH en Tchéquie, nous n'avons pas de données d'autres pays. Generali et Kooperativa nous ont informés ne pas

fournir d'informations sur les entités juridiques avec lesquelles elles coopèrent. Autrement dit, leur coopération avec EPH se poursuivrait vraisemblablement comme avant : business as usual. Cette hypothèse s'appuie sur le fait que les trois compagnies d'assurance susmention-

nées ont annoncé la fin de leur coopération sur les projets de charbon avec Sev. en Energy et ČEZ en 2021, à la suite de la campagne réussie de la coalition tchèque Zastavme špinavé prachy ( « Arrêtons l'argent sale » ), mais aucune information n'a été fournie concernant EPH.

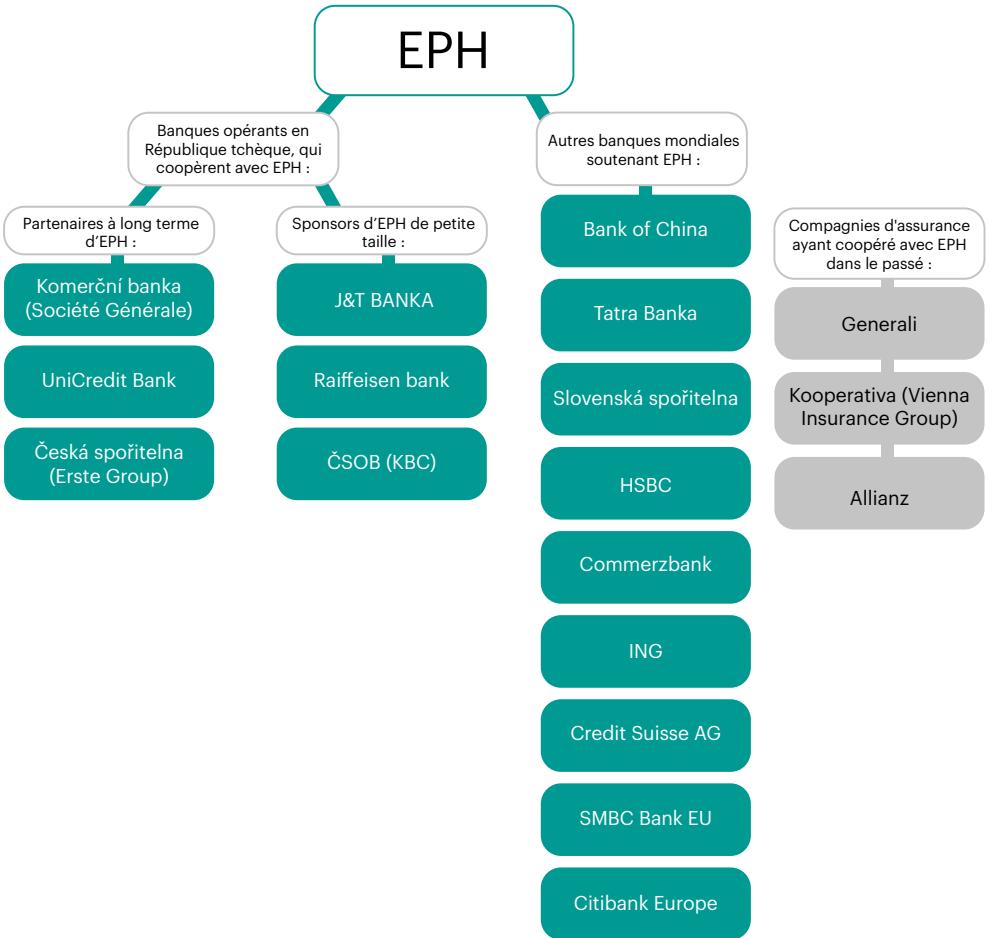


Fig. 3 : Institutions financières liées à EPH

# EPH doit cesser ses activités

EPH incarne un exemple frappant de l'oligarchisation de la société prenant place dans les démocraties occidentales : elle illustre la manière dont la concentration de l'influence entre les mains d'une élite de plus en plus restreinte menace la santé de la société, de la démocratie et de la planète. Les grandes entreprises se répandent à travers les appareils d'État, détournant les règles en leur faveur et contribuant à accroître les inégalités et la dévastation écologique. La mainmise du capital fossile sur les États fragilise la capacité des démocraties à répondre efficacement au défi existentiel du XXI<sup>e</sup> siècle – la crise climatique – au cours d'une décennie cruciale.

La concentration croissante de la richesse et du pouvoir au profit d'un petit nombre de privilégiés menace notre liberté et notre survie. Les défis d'aujourd'hui ne peuvent être résolus sans affronter les coupables. À l'heure actuelle, la question fondamentale d'une politique véritablement démocratique est la suivante : comment limiter l'influence des groupes oligarchiques et introduire les changements nécessaires dans l'économie, ceci même contre leur gré ?

Nous proposons ainsi des mesures politiques spécifiques aux niveaux européen et national ci-dessous en vue de limiter l'influence d'EPH et d'autres entreprises sur le secteur de l'énergie et sur la politique : certes, cette liste n'est pas exhaustive, mais elle peut servir de guide pour la mise en place de politiques limitant l'influence du capital fossile sur la politique climatique et la démocratie.



### 1. Mettre fin aux importations de gaz de Russie et accélérer la transition énergétique

L'une des premières mesures à adopter est d'interdire toutes les importations de combustibles fossiles en provenance de Russie : Vladimir Poutine paie son invasion de l'Ukraine en gaz et en pétrole. Une interdiction des importations de gaz affaiblirait la Russie de Poutine et les gains de l'EPH, qui profite constamment de l'acheminement du gaz vers l'Europe. Il est crucial d'appliquer rigoureusement le plan RePower Europe pour libérer l'Europe de sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles de la Russie et accélérer la transition énergétique : en particulier en encourageant un développement aussi rapide que possible des énergies renouvelables et de l'isolation des habitations. Ces mesures peuvent très rapidement se substituer aux combustibles fossiles obsolètes.

### 2. Interdiction du lobbying et de la publicité sur les énergies fossiles

Le lobbying des grandes entreprises est l'une des principales raisons de l'échec des politiques climatiques ambitieuses de l'UE. Comme le précise l'analyse du Corporate Europe Observatory, la politique climatique est à présent la principale cible des lobbyistes des grandes entreprises.<sup>101</sup> Pour sauver la planète, il est crucial d'interdire le lobbying en faveur du fossile et de limiter le pouvoir d'entreprises comme EPH. La destruction du climat ne devrait pas faire l'objet d'une promotion publique : nous devons limiter la capacité de l'industrie fossile, très nuisible, à influencer le débat public par la publicité.<sup>102</sup>

### 3. Lutte contre les paradis fiscaux

La source des profits d'EPH est l'évasion fiscale via des paradis fiscaux : les États manquent de moyens pour accélérer une transition juste, entre autres, et les oligarques consolident leur pouvoir sans cesse. Il est urgent d'engager une lutte européenne contre les abris fiscaux, essentielle, selon nous, pour affaiblir l'oligarchie et garantir des revenus suffisants aux citoyens européens concernés.

### 4. Résiliation de la Charte de l'énergie

La charte de l'énergie opère grâce au mécanisme d'arbitrage international protégeant l'industrie fossile.<sup>103</sup> EPH aussi emploie ses mécanismes pour ralentir la fin du charbon et du gaz. L'UE toute entière doit se retirer au plus vite de la charte de l'énergie et invalider l'arbitrage en tant que processus législatif légitime.

### 5. La fin du soutien au gaz fossile et de la biomasse non durable

Le projet de taxonomie de la finance durable continue de soutenir certains projets gaziers, ce qui peut encourager le développement d'autres infrastructures gazières, y compris les activités d'EPH. L'exclusion du gaz dans les mesures européennes est nécessaire pour accélérer la transition énergétique, tout comme la redéfinition de la biomasse durable, de sorte que les subventions pour la combustion ne soient pas versées à des entreprises qui brûlent des arbres sains. Il faut éviter de traiter la biomasse comme une ressource neutre en carbone, et ses émissions doivent être incluses dans le prix des quotas d'émission : pour mettre fin à la pratique de dissimulation des émissions réelles par la co-combustion de la biomasse avec des combustibles fossiles.

## **6. La fin de la libéralisation du marché et le soutien à la propriété publique**

Il est important que l'Union européenne cesse de promouvoir la privatisation, la déréglementation et la libéralisation des marchés de l'énergie : les politiques néolibérales n'ont pas atteint leurs objectifs. Au lieu de décentraliser l'environnement du marché et de faire baisser les prix, la propriété a été concentrée entre les mains d'entreprises oligopolistiques, causant des hausses de prix massives aux dépens des consommateurs. Nous encourageons la propriété publique des réseaux et d'autres infrastructures clés au niveau des municipalités et de l'État – un départ idéal pour l'accélération de la décarbonisation et à des prix plus abordables pour les consommateurs.<sup>104</sup>

### **Politiques nationales**

#### **1. Cesser toute subvention à l'industrie fossile**

Les activités d'EPH dépendent entièrement de coopérations favorables avec les États-nations : compensations à la fermeture des centrales à charbon, allègements fiscaux, prêts avantageux ou subventions directes à l'incinération de combustibles fossiles. Tous les arrangements avec l'ensemble de l'industrie fossile devraient être abolis et le financement orienté vers l'économie propre.

#### **2. Réduire l'influence des oligarques sur les médias**

De toute évidence, la propriété des médias par les oligarques déforme le débat public et menace la liberté d'expression. Il est important de mettre en place des politiques visant à réduire cette influence : des programmes sanctionnant les conflits d'intérêts ou

interdisant la détention de médias par des individus et des entreprises ayant des intérêts économiques ou politiques significatifs dans le pays devraient être mis en place.

#### **3. Taxe carbone et dividende**

Le profit ne doit pas être lié à la dévastation du climat. La tarification du CO<sub>2</sub> à l'échelle européenne requiert un complément de taxes nationales sur le carbone incluant les secteurs qui ne sont actuellement pas couverts par le système de quotas. Pour éviter que l'industrie fossile ait un impact sur les coûts des consommateurs, il est nécessaire de combiner la tarification du carbone et un système de dividende du carbone. Au moins une partie de ce montant doit être versée aux citoyens sous la forme d'une prime générale, d'une baisse des impôts ou d'une réduction des coûts de l'énergie. Les coûts de la transition sont à supporter par les plus gros pollueurs, et non par les consommateurs ordinaires.<sup>105</sup>

#### **4. Développement des énergies renouvelables aux mains des ménages, des municipalités et des communautés**

Chaque État devrait distinctement orienter ses investissements vers le développement rapide des énergies renouvelables détenues par les collectivités, les petites et moyennes entreprises, les communautés et les coopératives. Le développement rapide de sources d'énergie propres et la promotion de formes diversifiées de possessions donneront à la population l'accès à l'autosuffisance énergétique : le contrôle majeur des oligarques sur le secteur pourrait par conséquent être affaibli et les consommateurs n'auront plus à être pénalisés à travers

une dépendance aux géants de l'énergie fossile.<sup>106</sup>

## **5. L'énergie en tant que droit et non comme objet de la spéculation**

Dans une société qui mène une réflexion réaliste sur les inégalités et le changement climatique, il est important de comprendre que l'énergie est un besoin fondamental et qu'elle doit être disponible en quantités suffisantes pour toutes personnes sans distinction. Il existe actuellement plusieurs mesures déjà appliquées : par exemple, un système de régulation des prix ou des tarifs sociaux.<sup>107</sup>

## **6. Un retour des infrastructures énergétiques dans le domaine public**

Les crises énergétique et climatique sont toutes deux le résultat de l'échec des politiques de privatisation et de la transformation de secteurs stratégiques en marchés axés sur le profit. Et pourtant, la tendance inverse gagne en vigueur, celle d'un retour des infrastructures clés dans le domaine public, par le biais de rachats ou par l'expropriation pour cause d'utilité publique. Le concept de propriété privée ne doit pas empêcher la mise en œuvre de solutions contre la crise climatique : les centrales électriques principales, mais surtout les réseaux de transmission et de distribution, peuvent être remis à l'administration publique, la remunicipalisation portant surtout sur les anciennes entreprises et réseaux municipaux. Un rôle renforcé du secteur public dans ce domaine contribuerait à la décarbonisation et, in fine, à la gestion de la crise énergétique et à la garantie d'un accès abordable à l'énergie pour les consommateurs.<sup>108</sup>



Manifestation durant Klimakemp pour dénoncer la hausse du coût du logement.

# Conclusion: les entreprises comme EPH doivent tomber

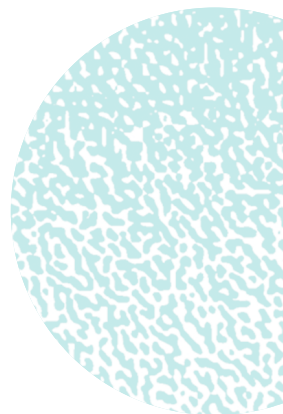
L'influence du groupe EPH sur la politique climatique, la disponibilité de l'énergie et la qualité de la démocratie en Europe est restée largement à l'ombre du regard public au cours des dernières années, les médias ne s'intéressant à l'oligopole que dans des cas ponctuels. La vue d'ensemble sur l'empire du quatrième tchèque le plus fortuné, était masquée : à l'échelle européenne, par des parties déconnectées d'affaires individuelles dans différents pays, et à l'échelle tchèque, la dimension paneuropéenne du problème appelé EPH.

Notre objectif était de peindre l'image dans son intégralité : démontrer que le pouvoir accru d'EPH menace gravement l'avenir de la politique climatique européenne, de la justice sociale et de la démocratie. Se pencher sur le cas d'EPH permet également d'illustrer le fonctionnement des structures oligarchiques et leur impact sur les politiques publiques des États et de l'Union européenne. Apparemment, le problème de l'oligarchie ne se limite pas à Andrej Babiš. Ce cas permet aussi de montrer l'hypocrisie des banques et des compagnies d'assurance, qui prétendent participer aux efforts pour en finir avec les combustibles fossiles, tout en collaborant avec un oligarque menaçant notre avenir commun. Les intérêts actuels d'EPH sont devenus l'un des principaux obstacles à la politique climatique européenne ayant un besoin urgent de visibilité.

Les problèmes intrinsèquement liés – inégalité économique croissante, dévastation de la planète et crise de la démocratie – ne peuvent être affrontés que face à leurs responsables : les corporations géantes, comprenant EPH de Daniel

Křetínský. Pour limiter leur influence, il est indispensable de prendre des mesures politiques audacieuses. La création d'une économie plus juste sur le plan social et environnemental n'est pas concevable sans restreindre le pouvoir du capital et sans retour des décisions économiques clés au domaine de la politique démocratique. Comme le souligne l'initiative environnementale Shell Must Fall : Shell, EPH et les entreprises extractives en général, qui fondent leurs activités sur la maximisation des profits aux dépens de la population et de la nature, ne peuvent pas faire partie d'un avenir durable et démocratique : ces entreprises « doivent tomber », une démocratie véritablement fonctionnelle ayant besoin de se libérer de leur pouvoir par tous les moyens possibles, les démanteler et les transformer en système fondé sur des valeurs complètement différentes.<sup>109</sup>

Nous espérons que ce rapport contribuera au plus large débat sur trop grande influence que les structures oligarchiques et les élites économiques irresponsables ont sur nos vies, et qu'il servira également de point de départ à d'autres travaux politiques qui remettront en question le pouvoir des grandes corporations et du capital.







Manifestation contre l'évasion fiscale de Daniel Křetínský en face du siège d'EP Commodities. EPH a annoncé le départ de son entreprise de la République tchèque suite à l'impôt de guerre.

# À propos de Re-set

**Re-set : Plateforme pour la transformation socio-écologique** représentée par une organisation tchèque soutenant les efforts en faveur d'une société plus durable et plus juste par la recherche, l'éducation et la sensibilisation du public. Nous développons et vulgarisons des concepts pour une économie sociale, écologique et démocratique et interrogeons les causes des enjeux sociaux et écologiques en cherchant à les résoudre.

Nous soutenons les initiatives populaires et collaborons avec les mouvements sociaux qui luttent pour des conditions de vie dignes dans divers domaines. Nous les aidons à s'organiser et à faire valoir leurs intérêts communs. Nous participons à la campagne Europe Beyond Coal et au programme Klimatická spravedlnost výzkumem ( « Justice climatique par la recherche » ) cherchant la fin rapide de l'extraction et de la combustion du charbon et d'autres combustibles fossiles ainsi que la transition à un nouveau système énergétique reposant sur des énergies renouvelables, décentralisées et contrôlées démocratiquement.

[www.re-set.cz](http://www.re-set.cz)  
[info@re-set.cz](mailto:info@re-set.cz)

# À propos de la campagne « Arrêtons l'argent sale »

Arrêtons l'argent sale est une coalition diversifiée d'organisations de terrain qui œuvrent à la résolution rapide et juste de la crise climatique. Notre objectif vise à mettre en lumière les causes du changement climatique et à contester activement les établissements contribuant à la dévastation de la planète. Elle fait partie d'un mouvement international qui a pour but de réorienter le financement de l'industrie fossile vers une économie future basée sur la durabilité et l'équité.

# Achevé d'imprimer

Rapport *Comment l'EPH de Daniel Křetínský détruit le climat, profite de la précarité énergétique et menace la démocratie*

Auteur : Radek Kubala

Révision : Josef Patočka

Traduction : Ema Kovalčíková

Graphisme : von Saten

Composition : Kateřina Holá

Révision et correction : Timothée Lamotte

Photographies : Karolína Poláčková et Petr Zewlakk Vrabec

ISBN : 978-80-908615-9-6



**K R**  
**F O U N D A T I O N**

Voulez-vous nous soutenir ? Devenez donateur et aidez-nous par votre contribution au [www.re-set.cz/daruj](http://www.re-set.cz/daruj)

# Références

- 1 Daniel Křetínský figurant au quatrième rang des personnes les plus riches de la Tchéquie : <https://forbes.cz/kellnerovi-stale-v-cele-a-sedm-novacku-tohle-je-100-nejbohatsich-cechu-za-rok-2022/>
- 2 De tous les habitants de la planète, Daniel Křetínský est la 490e personne la plus riche : <https://www.forbes.com/billionaires/>
- 3 <https://ember-climate.org/insights/research/limited-utility/>
- 4 <https://www.eustream.sk/sk/o-nas/profil-spolocnosti/>
- 5 <https://re-set.cz/download/Publikace/Klimatick%C3%A1%20bomba%20v%20srdci%20Evropy.pdf>
- 6 La menace d'une prise de contrôle du PPF par Daniel Křetínský est évoquée dans un article de Deník N : <https://denikn.cz/874043/dan-si-tuhle-prilezitost-nenecha-ujit-znalci-ppf-na-stinuji-jeji-dalsi-vyvoj-s-korunnim-princem-kretinskym/>
- 7 Outre l'étude EBC et Ember susmentionnée, les statistiques annuelles sur les centrales électriques les plus polluantes d'Europe confirment ce fait, car les centrales allemandes de Křetínský figurant régulièrement parmi les dix premières : <https://www.statista.com/statistics/1130859/biggest-polluters-european-union-eu/>
- 8 Voir la référence 3
- 9 Calcul sur la base des données d'Europe Beyond Coal : <https://beyond-coal.eu/coal-exit-tracker/>
- 10 Un exmple d'étude scientifique décrivant la stratégie EPH : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2214629621001596>
- 11 Voir la référence 5
- 12 Voir la référence 10
- 13 Voir la référence 3
- 14 <https://www.cleanenergywire.org/factsheets/germanys-three-lignite-mining-regions>
- 15 Des informations sur la démolition de villages en Allemagne sont fournies, par exemple, par l'initiative Alle Dörfer Bleiben : <https://www.alle-doerfer-bleiben.de/>
- 16 <https://www.lexxion.eu/en/stateaidpost/the-european-commissions-opening-decision-in-the-german-lignite-phase-out-case-part-i/>
- 17 Dans les pays de l'OCDE, des études prévoient l'abandon progressif du charbon à l'horizon 2030 : <https://climateanalytics.org/briefings/coal-phase-out/#:~:text=Global%20coal%20use%20in%20electricity,by%202040%20at%20the%20latest>
- 18 Communiqué de presse de RWE sur l'accélération de la fin du charbon : <https://www.rwe.com/en/press/rwe-ag/2022-10-04-agreement-on-coal-phase-out-2030-and-strengthening-security-of-supply-in-the-energy-crisis#>
- 19 <https://www.tydenikhrot.cz/clanek/kretinsky-eph-znovu-spousti-odstavenou-uhelnou-elektrarnu-mehrum-odskodneni-mu-ale-zustane>
- 20 Plus de précisions sur la hausse des prix du gaz causée par l'augmentation des prix de l'énergie : <https://www.euronews.com/2022/02/03/europe-s-energy-crisis-why-are-natural-gas-prices-soaring-and-how-will-it-affect-europeans>
- 21 Voir le chapitre 3 ci-dessous : Dépendance au gaz et précarité énergétique : EPH y jouant un rôle central
- 22 Cela est mentionné, par exemple, dans le Plan d'action déjà approuvé de transformation de la région houillère de la Haute-Nitra : <https://prievidza.sk/akcnyplan/>
- 23 Voir la référence 10
- 24 Comme le montre l'exemple du gain des compensations à la fermeture des centrales à charbon de l'Allemagne.
- 25 L'Allemagne étant un exemple : EPH y est la seule entreprise prévoyant d'extraire et de brûler du charbon après 2038.
- 26 Une liste complète des entreprises appartenant à EPH est disponible sur leurs sites web: <https://www.ephholding.cz/prehled-spolocnosti/#>

- 27 Voir la référence 3
- 28 Voir la référence 3
- 29 <https://gazzettadimantova.gelocal.it/mantova/cronaca/2021/11/25/news/dibattito-sulla-centrale-convegno-con-costani-e-fridays-for-future-1.40960944>
- 30 <https://www.epholding.cz/en/press-releases/eph-group-to-invest-more-than-eur-2-4-billion-in-a-carbon-free-future-aiming-carbon-neutrality-by-2050/#>
- 31 Nous examinons les raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas nous procurer de nouvelles infrastructures gazières dans le rapport antérieur intitulé Fossilní plyn : Most do klima kolapsu (« Le gaz fossile : un pont vers l'effondrement du climat ») [https://re-set.cz/download/Publikace/Fossilni-plyn\\_Most-do-klima-kolapsu.pdf](https://re-set.cz/download/Publikace/Fossilni-plyn_Most-do-klima-kolapsu.pdf)
- 32 <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>
- 33 <https://www.greenpeace.org/czech/clanek/17585/co-ovlivnuje-soucasne-ceny-ener-gii-duvody--a-priciny-prehledne/>
- 34 <https://www.e15.cz/byznys/prumysl-a-energetika/kretinskeho-eph-ma-za-sebou-re-kordni-pololeti-spolecnost-vydelala-mezirocn-o-60-procent-vic-1393920>
- 35 <https://www.epholding.cz/tiskove-zpravy/energeticky-a-prumyslovy-holding-se-stal-nejvetsi-ceskou-firmou/>
- 36 L'article de Deník Referendum : <https://denikreferendum.cz/clanek/33946-rusky-plyn-je-slepici--snasejici-kretinskemu-zlata-vejce-valka-mu-ji-muze-vzít>
- 37 Voir le chapitre 5 ci-dessous : Corruption systémique : arrangements douteux avec les gouvernements
- 38 <https://www.thetimes.co.uk/article/czech-spinx-daniel-kretinsky-left-exposed--by-stake-in-gas-pipeline-from-russia-tgsbgs9pj>
- 39 Pour en savoir plus : <https://www.euro.cz/clanky/kdo-jsou-kretinskeho-spoluinvestori-vedle-australanu-i-cinane-a-nemecti-zubari-1477605/>
- 40 Voir le chapitre 9 ci-dessous : Du baron du charbon au baron du solaire : transformation au bénéfice de la planète et la population, ou bien aux corporations ?
- 41 Voir les détails de cette démarche : [https://ceskapozice.lidovky.cz/tema/cez-prodal-mibrag--pod-cenou.A110905\\_102800\\_pozice\\_34721](https://ceskapozice.lidovky.cz/tema/cez-prodal-mibrag--pod-cenou.A110905_102800_pozice_34721)
- 42 <https://zpravy.aktualne.cz/domaci/cez-dal-za-doly-mibrag-206-milionu-prodal-za-130-r-i:article:748647/>
- 43 <https://www.eustream.sk/sk/o-nas/nasa-spolocnost/vedenie-spolocnosti/manazment-spolocnosti/>
- 44 <https://tscr.cz/kontakty/>
- 45 <https://www.transparency.org/en/corruptionary/revolving-door>
- 46 <https://uncaccoalition.org/beyond-the-scandals-the-status-of-revolving-doors-in-the-eu/>
- 47 <https://denikreferendum.cz/clanek/34627-zisky-eph-z-ruskeho-plynu-konci-v-nepruhledne--strukture-a-kretinskeho-nakupech>
- 48 <https://zpravy.aktualne.cz/ekonomika/ceska-ekonomika/obchod-s-plynem-kretinsky-si-od-fica--koupil-klid/r-i:article:769334/>
- 49 <https://denikreferendum.cz/clanek/34628-eph-skrывa-svou-skutecnou-vlastnickou-strukturou--proc>
- 50 <https://ct24.ceskatelevize.cz/domaci/1744846-panama-papers-s-ceskou-ucasti-kretinsky-kellner-lobbiste-a-solarnici>
- 51 <https://www.ceskenoviny.cz/zpravy/eph-presune-svou-ep-commodities-kvuli-dani-z-neocekavanych-zisku-do-zahranici/2281224>
- 52 <https://www.novinky.cz/clanek/zahranicni-evropa-miliardar-kretinsky-koupil-zamecek-u-parize--udela-z-nej-luxusni-hotel-40407511>
- 53 <https://rsf.org/en/index>
- 54 <https://rsf.org/en/country/czech-republic>
- 55 La liste complète des titres du CNC : <https://www.cncenter.cz/tituly>
- 56 Par exemple : <https://twitter.com/MarekStonis/status/1585591035446677505>
- 57 Par exemple : <https://www.info.cz/nazory/dukazu-ze-nas-zeleny-taliban-zatahl-na-okraj-propasti-pribyva-prvni-zeme-eu-vydala-varovani-pred-blackout>

- 58 Par exemple : <https://www.reflex.cz/clanek/komentare/66618/cesti-ekoteroriste-uz-spocitali-kolik-volkswagen-zadusil-lidi-a-kolik-zabili-oni.html>
- 59 Par exemple : <https://twitter.com/MirekTopolaneck/status/1549276267966603264>
- 60 [https://www.irozhlas.cz/zpravy-svet/daniel-kretinsky-investice-francie-denik-liberati-on\\_2209202133\\_zuj](https://www.irozhlas.cz/zpravy-svet/daniel-kretinsky-investice-francie-denik-liberati-on_2209202133_zuj)
- 61 [https://www.irozhlas.cz/zpravy-svet/denik-le-monde-daniel-kretinsky-pigasse-francie-czech-media-invest-novinari\\_1909240752\\_jgr](https://www.irozhlas.cz/zpravy-svet/denik-le-monde-daniel-kretinsky-pigasse-francie-czech-media-invest-novinari_1909240752_jgr)
- 62 <https://www.mediaguru.cz/clanky/2018/04/kontroverzni-a-nenasytiny-pise-francouz-sky-tisk-o-kretinskem/>
- 63 <https://denikreferendum.cz/clanek/33910-kretinsky-ohrozuje-nasi-nezavislost-pise-re-dakce-francouzskeho-marianne>
- 64 Ces renseignements sont paru le 5 septembre 2019 dans le journal imprimé Le Monde dans un article du journaliste Nabil Wakim intitulé Énergie : la mémoire sélective de M. Kretinsky.
- 65 Propos tiré d'un livre d'investigation des historiens Naomi Oreskes et Erik Conway Merchants of Doubt. <https://www.merchantsofdoubt.org/>
- 66 Par exemple, Vojtěch Pecka analyse cette problématique en profondeur dans une série d'articles pour le journal tchèque A2larm : <https://a2larm.cz/2022/06/kam-zmizelo-global-ni-oteplovani-uvod-do-klimaskepticke-patafyziky/>
- 67 Voir la référence 61
- 68 <https://biomasaker.wolf.sk/>
- 69 [https://biomasaker.wolf.sk/files/Analyza\\_biomasa\\_skratena\\_april\\_2014.pdf](https://biomasaker.wolf.sk/files/Analyza_biomasa_skratena_april_2014.pdf)
- 70 [https://corporateeurope.org/sites/default/files/2020-05/BBI-report-final\\_0.pdf](https://corporateeurope.org/sites/default/files/2020-05/BBI-report-final_0.pdf)
- 71 <https://www.nytimes.com/interactive/2022/09/07/world/europe/eu-logging-wood-pellets.html>
- 72 <https://www.cbsnews.com/news/wood-pellets-renewable-energy-source-critics/>
- 73 Pour voir l'étude : <https://re-set.cz/download/Publikace/Klimatick%C3%A1%20bomba%20v%20srdci%20Evropy.pdf>
- 74 Qui possède AVE CZ : <https://www.ekonews.cz/kdo-vlastni-stihanou-firmu-ave-cz-kretinsky-prazak-i-namestkyne-ministra-spravedlnosti/>
- 75 <https://www.ave.cz/cs/provozovny>
- 76 Les objectifs de l'UE pour la gestion des déchets : <https://www.europarl.europa.eu/news/cs/headlines/society/20180328STO00751/nakladani-s-odpadem-v-eu-fakta-a-cisla-info-grafika>
- 77 Plus d'informations sur les poursuites engagées contre AVE CZ : <https://www.seznamzpravy.cz/clanek/domaci-kauzy-ohnuli-zakon-a-obrali-mesta-o-miliardu-policie-popsala-problem-odpadove-firmy-213014> ou un reportage de Reportéři ČT : <https://ct24.ceskatelevize.cz/domaci/3369642-reporteri-ct-hra-o-miliardy-policie-proveruje-kretinskeho-skladkovou-firmu-ave>
- 78 L'intégralité de la plainte constitutionnelle des sénateurs : [https://www.usoud.cz/fileadmin/user\\_upload/Tiskova\\_mluvci/Navrh/Pl\\_US\\_21\\_21\\_navrh.pdf](https://www.usoud.cz/fileadmin/user_upload/Tiskova_mluvci/Navrh/Pl_US_21_21_navrh.pdf)
- 79 <https://www.proti-spalovne.cz/>
- 80 Pour en savoir plus sur cette affaire : <https://denikreferendum.cz/clanek/33696-plan-spalovny-v-rybitvi-se-znovu-vynoril-ze-zahrobi-vznikne-nebo-nevznikne>
- 81 [https://www.biofit-h2020.eu/policy\\_conference/BIOFIT\\_IndustrySession\\_FossilPowerandCHP\\_3\\_Leadingenergytransition\\_EPH.pdf](https://www.biofit-h2020.eu/policy_conference/BIOFIT_IndustrySession_FossilPowerandCHP_3_Leadingenergytransition_EPH.pdf)
- 82 <https://cesky.radio.cz/eph-prestane-do-roku-2030-pouzivat-uhli-pro-elektrinu-a-teplo-vyjimkou-nemecko-8725315>
- 83 <https://www.ephholding.cz/tiskove-zpravy/skupina-eph-bude-do-roku-2050-uhlikove-neutralni-a-planuje-investice-do-bezuhlukove-budoucnosti-za-vice-nez-24-miliardy-euro/>
- 84 <https://www.solarninovinky.cz/miliardar-kretinsky-hodla-v-nemecku-postavit-nove-solarny-a-vetrniky-o-vykonu-sedmi-gigawattu/>
- 85 Voir la référence 3
- 86 <https://futurebeyondshell.org/the-shell-game/> nebo <https://nymag.com/intelligencer/2020/03/shell-climate-change.html>

- 87 <https://www.theguardian.com/environment/ng-interactive/2021/nov/04/fossil-fuel-assets-worthless-2036-net-zero-transition>
- 88 Voir par exemple une étude de EPSU The failure of energy liberalisation. Going Public : A Decarbonised, Affordable and Democratic Energy System for Europe [https://www.epsu.org/sites/default/files/article/files/Going%20Public\\_EPSU-PSIRU%20Report%202019%20-%20EN.pdf](https://www.epsu.org/sites/default/files/article/files/Going%20Public_EPSU-PSIRU%20Report%202019%20-%20EN.pdf)
- 89 Voir l'étude Trade unions for energy democracy Energy transition : are we winning? : <https://www.unionsforenergydemocracy.org/working-papers/energy-transition-are-we-winning> et Preparing a public pathway : confronting the investment crisis in renewable energy <https://www.tuedglobal.org/working-papers/preparing-a-public-pathway>
- 90 Voir l'étude Trade unions for energy democracy Transition in trouble? The rise and fall of community energy in Europe : <https://www.unionsforenergydemocracy.org/working-papers/wp13>
- 91 <https://re-set.cz/download/Publikace/Cesty-k-pravu-na-energii.pdf>
- 92 Pour en savoir plus sur les problèmes de ČEZ à trouver une assurance : <https://denikn.cz/868006/cez-se-spojil-s-ropnymi-giganty-pridal-se-do-klubu-spinavcu-ktere-nejchce-nikdo-pojistit/?ref=tit1>
- 93 Les données provenant d'IJ Global et de la Global Coal Exit List. Re-set a accès aux détails des transactions mentionnées.
- 94 <https://www.epholding.cz/tiskove-zpravy/skupina-eph-uzavrela-financovani-ve-vyski-1-miliardy-eur-se-skupinou-mezinarodnich-bank/#>
- 95 La discussion complète sur Twitter : [https://twitter.com/reset\\_platforma/status/1377588059634548746](https://twitter.com/reset_platforma/status/1377588059634548746)
- 96 [https://img1.wsimg.com/blobby/go/946d6aac-e6cc-430a-8898-520cf90f5d3e/AFII\\_LigniteRevolver-0004.pdf](https://img1.wsimg.com/blobby/go/946d6aac-e6cc-430a-8898-520cf90f5d3e/AFII_LigniteRevolver-0004.pdf)
- 97 <https://www.banktrack.org/company/eph>
- 98 <https://archiv.hn.cz/c1-67096840-cesti-a-slovensti-miliardari-vydavaji-dluhopisy-za-miliardy--duvodem-je-refinancovani-i-expanze>
- 99 Voir par exemple, ce rapport final : [https://www.epenergy.cz/wp-content/uploads/EPE\\_report\\_4Q2017.pdf](https://www.epenergy.cz/wp-content/uploads/EPE_report_4Q2017.pdf)
- 100 <https://www.euro.cz/clanky/sefka-vig-stadlerova-zmena-klimatu-postihuje-i-pojistovnictvi-1478677/>
- 101 <https://corporateeurope.org/en/a-grey-deal>
- 102 Une initiative citoyenne européenne visant à interdire la publicité pour les énergies fossiles a déjà été soutenue par plus de 300 000 européen.e.s : <https://banfossilfuelads.org/>
- 103 Pour en savoir plus sur la charte de l'énergie et ses difficultés : <https://denikreferendum.cz/clanek/32130-energeticka-charta-ochrankyne-fosilniho-prumyslu-ktera-nici-klima-i-demokracii>
- 104 Les propositions de European public service union dans l'étude ci-dessus : [https://www.epsu.org/sites/default/files/article/files/Going%20Public\\_EPSU-PSIRU%20Report%202019%20-%20EN.pdf](https://www.epsu.org/sites/default/files/article/files/Going%20Public_EPSU-PSIRU%20Report%202019%20-%20EN.pdf)
- 105 Plus sur cette mesure, voir la fiche d'information de l'AMO : <https://www.amo.cz/cs/klimatym/factsheet-klimaticka-dividenda-co-to-je-a-jak-by-mohla-fungovat-v-cesku/>
- 106 Les propositions de Unie komunitní energetiky : [www.uken.cz](http://www.uken.cz)
- 107 Nous résumons les mesures concrètes à prendre pour y parvenir dans le rapport intitulé Cesty k právu na energii : čistou, dostupnou, pro všechny ( « Les chemins du droit à l'énergie : propre, abordable, pour tous dans » ) : <https://re-set.cz/download/Publikace/Cesty-k-pravu-na-energii.pdf>
- 108 Voir, par exemple, le recueil d'exemples de remunicipalisation réussie The future is public od transnational institute : <https://www.tni.org/en/futureispublic> ou le rapport *The case for public ownership of the fossil fuel industry* par Next system project : <https://thenextsystem.org/learn/stories/case-public-ownership-fossil-fuel-industry>
- 109 Voir, par exemple, le rapport thématique Future we want centré sur une telle transformation de Shell <https://futurebeyondshell.org/the-future-we-want/>

